

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE OUEST

6 rue Gaspard Monge
ZA de Conneuil
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : vat20250154
Code AIOT : 0010004362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté Le Champ Balai 18200 Orval. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE OUEST
- Le Champ Balai 18200 Orval
- Code AIOT : 0010004362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Centre Ouest a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Orval, par arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 modifié.

Un suivi post-exploitation de l'installation est prescrit par un arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution des eaux - Eaux de ruissellement internes	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
10	Contrôle et analyses	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Programme post-exploitation	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
12	Hauteur des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 3.4.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution des eaux - Lixiviats	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.1	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution des eaux - Eaux de ruissellement externes	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3	/	Sans objet
7	Aménagements relatifs à la prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Surveillance et gestion du site - Clôture et végétation	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.5	/	Sans objet
9	Surveillance et gestion du site - Modelé	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux - Lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des lixiviats est effectuée semestriellement. Les paramètres surveillés sont : volumes des lixiviats collectés, pH, DCO, DBO5, MES, COT, HCT, NH4+, SO42-, Cl, P tot, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NGL, CN libres, conductivité et phénols. Aucun rejet de lixiviats au milieu naturel n'est autorisé sur site. Les lixiviats sont évacués pour traitement en station d'épuration de Saint-Amand-Montrond conformément à la convention établie avec la collectivité et l'exploitant de la station. La convention fixe les caractéristiques des effluents pouvant être acceptés sur la station de traitement des eaux usées de la collectivité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des lixiviats envoyés en station d'épuration communale de Saint-Amand-</p>

<p>Montrond est réalisée semestriellement par l'exploitant. L'inspection des installations classées a consulté les résultats des analyses réalisées en février et août 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022 a été analysé.</p> <p>L'exploitant dispose d'une convention pour l'évacuation des lixiviats dans la station d'épuration communale.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux - Eaux de ruissellement externes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement externes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle annuel des eaux de ruissellement externes au site est effectué. Les paramètres analysés sont le pH et la résistivité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle annuel des eaux de ruissellement externes. L'inspection des installations classées a consulté les résultats du contrôle effectué en mai 2024. Les paramètres pH et résistivité ont été mesurés.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux - Eaux de ruissellement internes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement internes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux de ruissellement internes fait l'objet d'un suivi semestriel pour les paramètres suivants : pH, résistivité, MES, COT, DCO, DBO5, NGL, P tot et Phénols.</p> <p>Au minimum, les rejets respectent les valeurs suivantes :</p> <p>pH : 5,5 et 8,5 MES<100 mg/l COT<70 mg/l DCO<300 mg/l DBO5<100 mg/l NGL<30 mg/l P total <10 mg/l Phénols<0,1 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des eaux de ruissellement internes est réalisée semestriellement. L'inspection des installations classées a consulté les résultats des analyses réalisées en février et mars 2024 et en</p>

<p>août 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022 a été analysé.</p> <p>Les résultats des analyses réalisées en août 2024 montrent une concentration en MES (795 mg/l) supérieure à la valeur limite d'émission (100 mg/l) fixée à l'article précité.</p> <p>La concentration en MES dans les eaux de ruissellement internes est supérieure à la valeur limite d'émission fixée à l'article 8.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée semestriellement (basses et hautes eaux) par l'intermédiaire de 4 piézomètres. Les paramètres suivis sont : la hauteur d'eau, pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, CL⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, DBO₅, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques et salmonelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée semestriellement (basses eaux et hautes eaux) par l'intermédiaire de quatre piézomètres par un organisme agréé (Laboratoire CARSO). L'inspection des installations classées a consulté les résultats des analyses réalisées en juin et novembre 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022 a été analysé sur les eaux prélevées dans l'ensemble des piézomètres.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines Radioactivité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
Constats : L'analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma a été réalisée pour l'ensemble des piézomètres en mai 2024 par le laboratoire CARSO. Le laboratoire CARSO est agréé par l'autorité de sûreté nucléaire. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux - Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les mesures de protection doivent garantir l'absence d'infiltration au droit de la zone réaménagée.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a contrôlé les piézomètres PZ3 et PZ4 présents sur l'emprise du site. Le piézomètre PZ4 est équipé d'une tête de protection et d'un cadenas. Le piézomètre PZ3 est équipé d'une tête de protection, mais n'est pas cadenassé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Aménagements relatifs à la prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et gestion du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vérification de la production de biogaz se fait au niveau des dispositifs de traitement où une mesure des principaux gaz permet d'évaluer la production de biogaz et de valider les prévisions de production.</p> <p>Un contrôle mensuel des équipements de collecte et de traitement du biogaz est effectué jusqu'au passage en gestion passive du biogaz.</p> <p>Les mesures de composition des gaz sont effectuées semestriellement sur les paramètres : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.</p> <p>Les équipements de valorisation et de destruction du biogaz sont contrôlés semestriellement.</p> <p>La qualité du gaz rejeté est contrôlé en sortie de torchère annuellement ou toutes les 4 500 h de fonctionnement sur les paramètres SO₂ et CO.</p> <p>Les valeurs limites sont : CO < 150 mg/Nm³ et SO₂ < 300 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de composition du biogaz sont réalisées mensuellement. L'inspection des installations classées a consulté les résultats des mesures effectuées en 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022 a été analysé.</p> <p>La qualité du biogaz rejeté en sortie de torchère est contrôlée une fois par an. L'inspection des installations classées a consulté les résultats des analyses réalisées par l'APAVE en mai 2024. Les résultats de ces analyses montrent des concentrations en CO de 5,1 mg/Nm³ et en SO₂ de 33,9 mg/Nm³, soit des concentrations inférieures aux valeurs limites d'émission fixées à l'article précité.</p> <p>L'exploitant a précisé que la torchère avait fonctionné 1000 heures en 2024.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance et gestion du site - Clôture et végétation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site est entretenu. Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que la clôture est en bon état.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance et gestion du site - Modelé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé topographique
Prescription contrôlée : Le suivi du modelé du site est réalisé par un relevé topographique effectué tous les ans.
Constats : Le relevé topographique a été réalisé en février 2024. Le relevé topographique a été effectué par AXIS CONSEIL le 5 mars 2025. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle et analyses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Etat récapitulatif
Prescription contrôlée : Un état récapitulatif de l'ensemble des analyses et mesures effectuées sur les rejets liquides et gazeux sera adressé chaque année, avant le 31 mars à l'inspection des installations classées;
Constats : L'état récapitulatif de l'ensemble des analyses et mesures effectuées sur les rejets liquides et gazeux n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2025. L'exploitant a précisé que cet état récapitulatif serait transmis avant fin mai.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Programme post-exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de synthèse
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires :

à l'issue des 5 premières années de la période de suivi post-exploitation.
<p>Constats :</p> <p>La post-exploitation a débuté le 9 novembre 2018, l'exploitant aurait du transmettre le rapport de synthèse à l'issue des cinq premières années de la période de suivi de post-exploitation, soit avant le 9 novembre 2023.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le rapport de synthèse à l'issue des cinq premières années de la période de suivi de post-exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Hauteur des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure hauteur des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des équipements de drainage et de collecte des lixiviats, conçus pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond et permettre l'entretien et l'inspection des drains, seront mis en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mesurer la hauteur des lixiviats contenus dans les puits du casier 1 et du casier 2 - alvéole 3. Les hauteurs mesurées dans ces puits sont respectivement de 1,25 m et de 1,1 m, soit des hauteurs supérieures à 30 cm. L'exploitant a précisé que les lixiviats stockés dans le bassin de stockage des lixiviats traités étaient pompés trois à cinq fois par jour, à raison de 30 m³ par évacuation pour être ensuite traités en station d'épuration communale de Saint Amand Montrond.</p> <p>L'inspection des installations classée a constaté par deux fois le pompage des lixiviats.</p> <p>L'exploitant a précisé que 210 m³ de lixiviats avaient été évacués en février 2025 et 180 m³ de lixiviats avaient été évacués en mars 2025. Il a aussi indiqué que la hauteur des lixiviats dans les puits était relevée tous les trois mois.</p> <p>La hauteur de lixiviats dans les puits des casiers 1 et 2 - alvéole 3 est très supérieure à 30 cm.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

<p>correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les relevés des hauteurs de lixiviats dans l'ensemble des puits tous les trimestres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours